



**CBD**



## **Convention sur la diversité biologique**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.1  
7 août 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION  
SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT  
EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU  
PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX  
RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE  
JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES  
DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Première réunion

Pyeongchang, République de Corée, 13–17 octobre 2014

### **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

#### *Ordre du jour provisoire annoté*

#### **INTRODUCTION**

1. Le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique (ci-après « Protocole de Nagoya ») entrera en vigueur le 12 octobre 2014. En conséquence et conformément au paragraphe 6 de l'article 26 du Protocole de Nagoya, la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya se tiendra en même temps que la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention. La première réunion des Parties au Protocole de Nagoya aura lieu du 13 au 17 octobre 2014 à Pyeongchang (République de Corée).
2. Ces annotations ont été élaborées après l'approbation de l'ordre du jour provisoire par le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya et son Bureau.

#### **POINT 1. OUVERTURE DE LA RÉUNION**

3. La réunion sera ouverte à 10 heures, le lundi 13 octobre 2014.

#### **POINT 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

4. L'ordre du jour provisoire de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya (UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1) est constitué de l'ordre du jour recommandé par le Comité intergouvernemental à sa troisième réunion (recommandation 3/2), avec un point ajouté sur « l'amélioration de l'efficacité des structures et des processus au titre de la Convention et de ses Protocole », pour tenir compte des résultats pertinents de la cinquième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention.
5. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à adopter l'ordre du jour provisoire.

**POINT 3. RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES RÉUNIONS DE LA  
CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE  
RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA**

6. Le paragraphe 5 de l'article 26 du Protocole de Nagoya dispose que le règlement intérieur de la Conférence des Parties et les règles de gestion financière de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au Protocole de Nagoya, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya n'en décide autrement par consensus.

7. Le règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya a été examiné à la troisième réunion du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya. Ce dernier a recommandé une décision, pour adoption par la réunion des Parties au Protocole de Nagoya (recommandation 3/1).

8. Les participants à la réunion seront invités à examiner et à adopter le projet de décision remis par le Comité intergouvernemental, tel qu'il figure dans le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2.

**POINT 4. QUESTIONS D'ORGANISATION**

**4.1. Élection du Bureau**

9. Le Bureau de la Conférence des Parties à la Convention fait office également de Bureau de la réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Comme prévu au paragraphe 3 de l'article 26, cependant, lorsque la Conférence des Parties siège en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention qui n'est pas Partie au Protocole de Nagoya à ce moment-là est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole de Nagoya parmi elles.

10. En conséquence, les groupes régionaux seront invités à proposer des candidats pour remplacer les membres du Bureau représentant des Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole de Nagoya. La première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à élire ces remplaçants au Bureau.

11. Dans le cadre de l'élection des membres du prochain Bureau, dont le mandat débutera à la clôture de la douzième réunion de la Conférence des Parties et s'achèvera à la clôture de la treizième réunion de la Conférence des Parties (article 21 du règlement intérieur), les groupes régionaux pourront être invités également à se souvenir que des remplaçants seront nécessaires pour les membres du Bureau représentant des Parties à la Convention qui ne sont pas aussi Parties au Protocole de Nagoya.

**4.2. Organisation des travaux**

12. Dans sa recommandation 5/2, la cinquième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention a demandé au Secrétaire exécutif de préparer un plan pour l'organisation de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya en même temps que la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, et de recenser notamment des points spécifiques de l'ordre du jour de la Convention et du Protocole de Nagoya qui pourraient bénéficier d'un examen conjoint ou à proximité immédiate l'un de l'autre, en consultation avec les Bureaux de la Conférence des Parties et du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (paragraphe 1 a)).

13. Le Secrétaire exécutif a préparé un plan qui a été distribué aux deux bureaux le 16 juillet 2014. L'organisation des travaux de la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention et de la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya a été finalisée après avoir reçu les observations des deux bureaux. D'autres détails sur l'organisation simultanée des deux réunions sont fournis ci-après, ainsi que dans les annexes II et III au présent document.

14. Il est prévu que la Conférence des Parties adoptera son ordre du jour et acceptera l'organisation des travaux proposée dans le document UNEP/CBD/COP/12/1/Add.1/Rev.1, et reproduite ci-après dans l'annexe II. Selon la pratique habituelle, il est prévu également que la Conférence des Parties mettra en place deux groupes de travail chargés d'examiner les questions de fond dans son ordre du jour, et qu'elle créera un comité du budget.

15. Étant donné que la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya se tiendra pendant la deuxième semaine de la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, du fait de la date d'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya, l'examen à proximité immédiate l'un de l'autre des points semblables de l'ordre du jour de la Convention et du Protocole de Nagoya, comme demandé par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention, sera possible dans une certaine mesure uniquement.

16. Il est proposé que la réunion des Parties au Protocole de Nagoya : i) convienne que les groupes de travail mis en place par la Conférence des Parties siégeront feront office également de groupes de travail pour la réunion des Parties au Protocole de Nagoya; ii) renvoie le point de l'ordre du jour sur le budget (point 15) devant le comité du budget qui devrait être créé par la Conférence des Parties.

17. Il est aussi suggéré de consacrer les séances des groupes de travail de l'après-midi du lundi 13 octobre et de la matinée du mardi 14 octobre aux questions soulevées au titre du Protocole de Nagoya. Même s'il n'est pas possible d'avoir une première lecture des projets de décisions de façon très rapprochée, étant donné que la première lecture des points de l'ordre du jour par la Conférence des Parties sera terminée avant l'ouverture de la réunion des Parties au Protocole de Nagoya, il est prévu que les points de l'ordre du jour du Protocole seront examinés par les Parties au Protocole de Nagoya dans le cadre d'un même groupe de travail lorsque les Parties à la Convention auront examiné des points semblables au titre de la Convention.

18. D'autre part, une fois que les textes du président intégrant la première lecture auront été établis comme documents de séance (CRP) pour les points examinés au titre de la Convention et du Protocole de Nagoya, ces documents de séance seront examinés, autant que possible, à proximité immédiate les uns des autres, à savoir : l'examen d'un document de séance par les Parties au Protocole de Nagoya devrait être effectué immédiatement après l'examen d'un document de séance portant sur un thème semblable par les Parties à la Convention, dans le cadre du même groupe de travail.

19. A titre d'exemple, l'organisation des travaux proposée pour la douzième réunion de la Conférence des Parties (figurant dans l'annexe II au document UNEP/CBD/COP/12/1/Add.1/Rev.1) prévoit que le point 15 de l'ordre du jour sur le mécanisme de financement sera examiné par le Groupe de travail I. En conséquence, la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya souhaitera peut-être demander au Groupe de travail I d'examiner le point 12 de son ordre du jour, qui porte sur les « orientations fournies au mécanisme de financement (article 25) ». Ainsi donc, lorsque le Groupe de travail I examine un document de séance de la Conférence des Parties portant sur le mécanisme de financement, cet examen pourrait être immédiatement suivi d'un examen par ce même groupe de travail d'un document de séance de la réunion des Parties portant sur le même sujet.

20. La liste des documents de travail et une liste provisoire de documents d'information établies pour la réunion figurent dans l'annexe I au présent document. Un emploi du temps pour l'organisation des travaux proposée, y compris le partage des responsabilités entre la plénière et les deux groupes de travail figure dans l'annexe II au présent document, qui indique aussi l'emploi du temps proposé pour la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention.

**POINT 5. RAPPORT SUR LA VÉRIFICATION DES POUVOIRS DES  
REPRÉSENTANTS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE  
RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA**

21. L'article 18 du règlement intérieur dispose que :

« Les pouvoirs des représentants et les noms des suppléants et des conseillers sont communiqués au Secrétaire exécutif de la Conférence des Parties ou au représentant du Secrétaire exécutif, si possible vingt-quatre heures au plus tard après l'ouverture de la réunion. Toute modification ultérieure de la composition des délégations est également communiquée au Secrétaire exécutif ou au représentant du Secrétaire exécutif. Les pouvoirs doivent émaner soit du chef de l'État ou du chef du Gouvernement, soit du ministre des affaires étrangères ou, dans le cas d'une organisation d'intégration économique, de l'autorité compétente de cette organisation ».

22. L'article 19 prévoit que « le Bureau de la réunion examine les pouvoirs et fait rapport à la Conférence des Parties pour décision ».

23. Afin d'aider les Parties à satisfaire aux exigences de l'article 18, le Secrétaire exécutif a distribué aux correspondants nationaux un modèle de pouvoirs adéquat (voir la notification 2014-100 Ref. No. SCBD/OES/BD/WDY/moc/83791 du 29 juillet 2014). La notification a aussi précisé que les représentants des Parties à la Convention qui sont aussi Parties au Protocole de Nagoya peuvent se contenter de présenter un seul document de pouvoirs pour la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention et la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

24. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à examiner et à adopter le rapport sur les pouvoirs des représentants qui lui a été transmis par le Bureau.

**POINT 6. RAPPORT DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION**

25. Le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya a été mis en place par les Parties dans la décision X/1, afin d'entreprendre la préparation de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya. La décision X/1 a aussi inclus un plan de travail pour les deux premières réunions du Comité intergouvernemental.

26. Le Comité intergouvernemental a été présidé conjointement par Mme Janet Lowe (Nouvelle-Zélande) et M. Fernando Casas (Colombie). Il s'est réuni à deux reprises pendant la période intersessions entre la dixième et la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention : la première réunion s'est tenue à Montréal, du 6 au 11 juin 2011; la deuxième réunion s'est tenue à New Delhi (Inde), du 2 au 6 juillet 2012.

27. Les résultats de ces réunions ont été présentés à la Conférence des Parties à sa onzième réunion tenue à Hyderabad (Inde), en octobre 2012. Dans la décision XI/1, les Parties ont convenu de convoquer à nouveau le Comité intergouvernemental à une troisième réunion, afin d'examiner les questions en suspens de son plan de travail, dans le cadre de la préparation de la première réunion des Parties. La troisième réunion du Comité intergouvernemental s'est tenue à Pyeongchang (République de Corée), du 24 au 28 février 2014.

28. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les coprésidents du Comité intergouvernemental présenteront les résultats des travaux du Comité intergouvernemental.

29. Les rapports des trois réunions ont été mis à disposition dans des documents d'information (UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/1, INF/2 et INF/3). Les projets de décisions qui ont été recommandés par le Comité intergouvernemental, pour examen et adoption à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya, ont été consolidés dans le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2. Ces projets de décisions doivent être examinés au titre des points de l'ordre du jour correspondants.

**POINT 7. ÉCHANGE D'INFORMATIONS ET DE POINTS DE VUE SUR  
L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RATIFICATION ET DE LA  
MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

30. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les groupes régionaux seront invités à faire des déclarations fournissant des informations et des points de vue sur l'état d'avancement de la ratification et de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

**POINT 8. LE CENTRE D'ÉCHANGE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE  
DES AVANTAGES, ET L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS  
(ARTICLE 14)**

31. L'article 14 du Protocole met en place un Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, faisant partie intégrante du mécanisme de centre d'échange prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la Convention. Le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages a été examiné aux trois réunions du Comité intergouvernemental. La décision XI/1 C de la onzième réunion de la Conférence des Parties a créé un comité consultatif informel, chargé d'aider le Secrétaire exécutif à mettre en œuvre la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et de fournir des orientations techniques pour résoudre les problèmes techniques qui surviennent dans la réalisation de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, jusqu'à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages est encore dans sa phase pilote et mis à l'essai par les Parties; celles-ci ont été encouragées à la troisième réunion du Comité intergouvernemental à publier des données nationales et à transmettre des observations au Secrétaire exécutif (paragraphe 4 de la recommandation 3/4).

32. La deuxième réunion du Comité intergouvernemental a demandé à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya de tenir compte des points qui nécessiteront peut-être un examen plus poussé, tels qu'énumérés au paragraphe 7 de l'annexe au rapport de la réunion d'experts sur les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (UNEP/CBD/ABS/EM-CH/1/4), et de suggérer des moyens de parvenir à une même compréhension de ces points, en s'inspirant des enseignements tirés de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (paragraphe 6 de la recommandation 2/4).

33. A sa troisième réunion, le Comité intergouvernemental a demandé au Secrétaire exécutif de rendre compte des progrès accomplis et des observations transmises pendant la mise en œuvre de la phase pilote à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya (paragraphe 8 de la recommandation 3/4). Il a aussi recommandé que la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya examine une synthèse établie par le Secrétaire exécutif sur la base des points de vue communiqués concernant : i) les fonctions éventuelles d'une autorité compétente des communautés autochtones et locales et d'un correspondant des communautés autochtones et locales pour le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, relativement à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya; ii) leur rôle et leurs responsabilités éventuels dans le cadre du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages; iii) quelle personne sera chargée de fournir des informations sur ces autorités au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages (paragraphe 10 et 11 de la recommandation 3/4).

34. Par ailleurs, le paragraphe 4 de l'article 14 du Protocole prévoit que les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, y compris ses rapports d'activité, sont examinées et arrêtées par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya à sa première réunion et font l'objet d'examen ultérieurs.

35. La troisième réunion du Comité intergouvernemental a, au paragraphe 9 de sa recommandation 3/4, demandé au Secrétaire exécutif d'élaborer davantage les modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, notamment en ce qui concerne l'identification des informations obligatoires et non obligatoires, en application des dispositions du Protocole de Nagoya, ainsi que le caractère fonctionnel et facile d'utilisation du Centre d'échange sur

l'accès et le partage des avantages, lorsque la mise en œuvre de la phase pilote du Centre d'échange sera plus avancée, en tenant compte des points de vue exprimés à la troisième réunion du Comité intergouvernemental et d'autres observations transmises par les Parties et d'autres parties prenantes, pour examen et adoption à la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

36. En conséquence, les participants à la réunion seront saisis d'une note du Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2) donnant des informations qui intéressent différents éléments susmentionnés, ainsi qu'un additif contenant la proposition de modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Les participants à la réunion seront invités à examiner ces documents et à adopter une décision.

#### **POINT 9. SUIVI ET ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS (ARTICLE 29)**

37. L'article 29 sur le suivi et l'établissement des rapports exige que chaque Partie au Protocole de Nagoya veille au respect des obligations qui sont les siennes en vertu du Protocole et, à des intervalles réguliers et sous la forme décidés par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, fasse rapport à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur les mesures qu'elle a prises pour en appliquer les dispositions.

38. La question du suivi et de l'établissement des rapports a été examinée par le Comité intergouvernemental à sa troisième réunion. Le Comité intergouvernemental a demandé au Secrétaire exécutif d'établir un projet de modèle de rapport national provisoire, pour examen à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Il a aussi convenu d'un projet de décision qu'il a recommandé pour adoption à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

39. Le Secrétaire exécutif a préparé le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/3, qui contient le projet de modèle de rapport national provisoire, comme demandé par la troisième réunion du Comité intergouvernemental, ainsi que le projet de décision recommandé par cette réunion. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à examiner le document et à adopter une décision.

#### **POINT 10. PROCÉDURES ET MÉCANISMES INSTITUTIONNELS DE COOPÉRATION PROPRES À ENCOURAGER LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU PROTOCOLE DE NAGOYA ET À TRAITER LES CAS DE NON-RESPECT (ARTICLE 30)**

40. L'article 30 du Protocole de Nagoya dispose que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya examine et approuve, à sa première réunion, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole de Nagoya et à traiter les cas de non-respect.

41. Le Comité intergouvernemental a examiné la question des procédures et mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole de Nagoya et à traiter les cas de non-respect à chacune de ses trois réunions, et a convenu de transmettre le texte d'un projet de procédures et de mécanismes à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya, pour examen et approbation (recommandation 3/6).

42. Du fait qu'il subsiste un certain nombre de questions en suspens dans le texte, il est suggéré que la douzième réunion de la Conférence des Parties, au titre de son point 10 de l'ordre du jour, crée un groupe de contact chargé de poursuivre les débats sur le projet de texte pendant la première semaine de la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention. Le groupe de contact ferait rapport sur ses résultats à la séance plénière prévue dans l'après-midi du vendredi 10 octobre 2014, et ces résultats seraient transmis à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya dans le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/7.

43. La première réunion des Parties au Protocole de Nagoya pourra alors examiner le texte du projet de procédures et de mécanismes, selon que de besoin, et l'adopter.

44. Le texte actuel du projet de procédures et de mécanismes prévoit la création d'un Comité chargé du respect. Ce Comité serait mis en place lorsque la première réunion des Parties adopte les procédures et les mécanismes. Les membres du Comité, ainsi que des suppléants, seraient ensuite élus par la première réunion des Parties. Le projet de texte prévoit que le Comité sera composé de 15 membres désignés par les Parties, sur la base de trois membres pour chacun des cinq groupes régionaux. Il est possible également que des représentants communautés autochtones et locales fassent partie du Comité, bien que cette partie du texte soit entre crochets.

45. En conséquence, l'élection de candidats au Comité chargé du respect aura lieu après l'adoption des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole de Nagoya et à traiter les cas de non-respect.

**POINT 11. CLAUSES CONTRACTUELLES TYPES, CODES DE  
CONDUITE VOLONTAIRES, LIGNES DIRECTRICES ET  
BONNES PRATIQUES ET/OU NORMES (ARTICLES 19 ET 20)**

46. La troisième réunion du Comité intergouvernemental a examiné les articles 19 et 20 du Protocole de Nagoya et a recommandé un projet de décision que les Parties au Protocole de Nagoya souhaiteront peut-être adopter à leur première réunion (recommandation 3/8).

47. Les participants à la réunion seront invités à examiner et à adopter le projet de décision remis par le Comité intergouvernemental, tel qu'il figure dans le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2.

**POINT 12. ORIENTATIONS FOURNIES AU MÉCANISME DE FINANCEMENT  
(ARTICLE 25)**

48. Le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya a examiné les orientations fournies au mécanisme de financement à sa deuxième réunion. Il a convenu de recommander une décision, pour examen et adoption par les Parties au Protocole de Nagoya à leur première réunion (recommandation 2/1).

49. Depuis la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, qui s'est tenue en juillet 2012, des progrès ont été réalisés en ce qui concerne le mécanisme de financement, y compris le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya et la sixième reconstitution des ressources de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial. Le Secrétaire exécutif a préparé le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/4, qui donne une mise à jour sur les développements pertinents concernant le mécanisme de financement. Le rapport du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1) sera mis à dispositions également. Les participants à la réunion seront invités à examiner les documents et à adopter une décision.

**POINT 13. ORIENTATIONS SUR LA MOBILISATION DES  
RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROTOCOLE  
DE NAGOYA**

50. La question de la mobilisation des ressources a été examinée par le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya à sa deuxième réunion. Celui-ci a convenu de recommander une décision, pour examen et adoption par les Parties au Protocole de Nagoya à leur première réunion (recommandation 2/2).

51. Les travaux sur la mobilisation des ressources ont continué dans le contexte de la Convention. En conséquence, le Secrétaire exécutif a établi le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/5, qui décrit les progrès accomplis sur cette question depuis la deuxième réunion du Comité intergouvernemental. Les participants à la réunion seront invités à examiner le document et à adopter une décision.

**POINT 14. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS, CONVENTIONS ET INITIATIVES INTERNATIONALES**

52. Lorsqu'il entreprend des activités relatives au Protocole de Nagoya, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique coopère avec plusieurs autres organisations, conventions et initiatives internationales. Le Secrétaire exécutif a établi le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/6, qui résume les activités de coopération pertinentes.

53. Les participants à la réunion seront invités à prendre note de ces informations. Ils souhaiteront peut-être également entendre les déclarations des organisations compétentes.

**POINT 15. BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL SUIVANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

54. Le paragraphe 3 de l'article 28 du Protocole de Nagoya dispose que, pour autant qu'ils sont distincts, les coûts des services de secrétariat afférents au Protocole sont pris en charge par les Parties au Protocole de Nagoya. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya prend, à sa première réunion, les dispositions financières nécessaires à cet effet.

55. La question de l'élaboration d'un budget-programme pour l'exercice biennal suivant l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya a été inscrite à l'ordre du jour de la troisième réunion du Comité intergouvernemental.

56. Conformément au paragraphe 23 de la décision XI/31 de la onzième réunion de la Conférence des Parties, le budget-programme proposé pour l'exercice biennal suivant l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya a été inclus dans les documents relatifs au budget préparés pour la douzième réunion de la Conférence des Parties (UNEP/CBD/COP/12/27 et additif 1), qui seront mis à la disposition également de la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

57. Il est prévu, selon la pratique habituelle, que la Conférence des Parties crée un groupe de contact sur le budget chargé de préparer un budget au titre du point de l'ordre du jour correspondant de la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention. La première réunion des Parties au Protocole de Nagoya souhaitera peut-être demander à ce groupe de contact d'examiner aussi le budget pour l'exercice biennal 2015-2016 suivant l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya.

58. Le groupe de contact sur le budget sera invité à faire rapport à la plénière vers le milieu de la réunion et à présenter ses résultats à la plénière, aux fins d'adoption.

**POINT 16. AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES STRUCTURES ET DES PROCESSUS AU TITRE DE LA CONVENTION ET DE SES PROTOCOLES**

59. Dans la décision XI/10, adoptée à sa onzième réunion, la Conférence des Parties a demandé au Secrétaire exécutif, en consultation avec le Bureau, d'élaborer une proposition sur l'amélioration de l'efficacité des structures et des processus au titre de la Convention et de ses Protocoles, y compris la périodicité des réunions jusqu'en 2020, l'organisation des travaux intersessions et l'organisation des réunions de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties aux deux Protocoles, pour examen par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention à sa cinquième réunion.

60. A sa cinquième réunion, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention a convenu de la recommandation 5/2, dans laquelle il demande au Secrétaire exécutif, entre autres :

- a) D'établir un plan pour l'organisation simultanée, sur une période de deux semaines, des réunions à venir de la Conférence des Parties à la Convention, de la Conférence des Parties siégeant en



tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et de la réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, en s'inspirant des options figurant dans l'annexe II au document UNEP/CBD/WGRI/5/12. Ce plan devrait aborder les aspects juridiques, financiers et logistiques, les avantages et les risques de chaque option, les points spécifiques de l'ordre du jour qui pourraient bénéficier d'un examen conjoint ou à proximité immédiate l'un de l'autre, ainsi que les conditions dans lesquelles la participation pleine et entière de représentants de pays en développement Parties pourrait être assurée;

b) De préparer le mandat d'un organe subsidiaire chargé de la mise en œuvre, venant remplacer le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention, qui aurait pour mandat d'examiner la mise en œuvre de la Convention et ses Protocoles.

Les suites données à ces deux demandes doivent être examinées à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, à la septième réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, et à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

61. En conséquence, le Secrétaire exécutif a établi le document UNEP/CBD/COP/12/25. Les participants à la réunion seront invités à examiner le document et à adopter une décision, selon qu'il convient.

**POINT 17. MESURES D'APPUI À LA CRÉATION ET AU DÉVELOPPEMENT DE CAPACITÉS, ET AU RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT PARTIES ET LES PARTIES À ÉCONOMIE EN TRANSITION (ARTICLE 22)**

62. L'article 22 du Protocole de Nagoya aborde la question des capacités et cette question a été examinée aux trois réunions du Comité intergouvernemental. La recommandation 3/5 comprend un projet de décision recommandé par le Comité intergouvernemental, pour adoption à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Le projet de décision inclut, entre autres, l'adoption d'un cadre stratégique sur le renforcement des capacités, qui figure dans une annexe à la décision.

63. La première réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à examiner et à adopter la décision, qui figure dans le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2.

**POINT 18. MESURES DE SENSIBILISATION DU PUBLIC À L'IMPORTANCE DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ASSOCIÉES AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES (ARTICLE 21)**

64. L'article 21 du Protocole de Nagoya aborde la question de la sensibilisation du public. Il prévoit que les Parties doivent prendre des mesures pour sensibiliser le public à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions liées à l'accès et au partage des avantages. Il donne aussi une liste indicative des mesures qui peuvent être prises.

65. Le Comité intergouvernemental a examiné la question de la sensibilisation du public à ses première et deuxième réunions. La recommandation 2/6 inclut un projet de décision recommandé par le Comité intergouvernemental, pour adoption à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya.

66. La première réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à examiner et à adopter la décision, qui figure dans le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2.

**POINT 19. NÉCESSITÉ ET MODALITÉS D'UN MÉCANISME  
MULTILATÉRAL MONDIAL DE PARTAGE DES  
AVANTAGES (ARTICLE 10)**

67. L'article 10 du Protocole de Nagoya a d'abord été examiné par le Comité intergouvernemental à sa deuxième réunion. Donnant suite à la recommandation 2/3, la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention a adopté la décision XI/1 B, qui demande une vaste consultation sur l'article 10, ainsi que la préparation et la distribution d'une synthèse des points de vue exprimés durant cette consultation, et la convocation d'un groupe d'experts. Les résultats de ce processus ont été transmis à la troisième réunion du Comité intergouvernemental, qui a recommandé une décision pour la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya (recommandation 3/3).

68. La première réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à examiner et à adopter la décision, qui figure dans le document UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2.

**POINT 20. DATE ET LIEU DE LA DEUXIÈME RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE  
RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA**

69. Conformément au paragraphe 2 de l'article 4 du règlement intérieur, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya doit arrêter la date et le lieu de sa prochaine réunion ordinaire. D'autre part, le paragraphe 6 de l'article 26 du Protocole dispose que les réunions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya se tiendront concurremment avec les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya n'en décide autrement.

70. La première réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à arrêter la date et le lieu de sa deuxième réunion, en gardant à l'esprit les considérations pertinentes relatives à la date et au lieu de la treizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention.

**POINT 21. QUESTIONS DIVERSES**

71. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya souhaitera peut-être examiner d'autres questions soulevées et acceptées pour examen, conformément au règlement intérieur.

**POINT 22. ADOPTION DU RAPPORT**

72. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera invitée à examiner et à adopter le rapport sur les travaux de sa première réunion, sur la base du projet de rapport établi par le rapporteur. Selon la pratique habituelle, les participants à la réunion seront invités à autoriser le rapporteur à terminer le rapport final après la réunion, compte tenu des orientations données par le président et avec l'aide du Secrétariat.

**POINT 23. CLÔTURE DE LA RÉUNION**

73. Il est prévu que la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sera close le vendredi 17 octobre 2014, à 13 heures environ.

*Annexe I*

**LISTE PROVISOIRE DE DOCUMENTS POUR LA PREMIÈRE RÉUNION DE LA  
CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES  
PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA**

**A. Documents de travail**

<i>Symbole</i>	<i>Titre</i>	<i>Point(s) de l'ordre du jour</i>
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1	Ordre du jour provisoire	2
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.1	Ordre du jour provisoire annoté	2, 4.2
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.2	Projets de décisions de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya	
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1/Add.3	Résumé des répercussions financières des projets de décisions	
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2	Rapport sur les progrès accomplis et les observations reçues dans le cadre de la mise en œuvre de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages	8
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/2/Add.1	Modalités de fonctionnement du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages	8
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/3	Suivi et établissement des rapports (Article 29)	9
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/4	Orientations au mécanisme de financement (Article 25)	12
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/5	Orientations sur la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya	13
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/6	Coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives internationales	14
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/7	Procédures et mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect	10
UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1	Rapport du Fonds pour l'environnement mondial	12
UNEP/CBD/COP/12/25	Améliorer l'efficacité des structures et des processus au titre de la Convention et de ses Protocoles	16
UNEP/CBD/COP/12/27	Budgets proposés pour le programme de travail de la Convention sur la diversité biologique et du Protocole de	15

Nagoya pour l'exercice biennal 2015-2016

UNEP/CBD/COP/12/27/Add.1	Budgets proposés pour le programme de travail de la Convention sur la diversité biologique et du Protocole de Nagoya pour l'exercice biennal 2015 2016 : activités et ressources nécessaires pour le programme et les éléments du programme	15
--------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

**B. Documents d'information (liste provisoire)**

<i>Symbole</i>	<i>Titre</i>
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/1	Rapport de la première réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/2	Rapport de la deuxième réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/3	Rapport de la troisième réunion du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/4	Rapport de l'atelier sur le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, 12 octobre 2014
UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/INF/5	Coopération avec le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

*Annexe II*

**ORGANISATION DES TRAVAUX PROPOSÉE POUR LA PREMIÈRE RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA EN MÊME TEMPS QUE LA DOUZIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION**

<p><b>Lundi</b> <b>6 octobre</b> 10h – 13h</p>	<p><b>PLÉNIÈRE (Douzième réunion de la Conférence des Parties)</b></p> <p>I. QUESTIONS D'ORGANISATION</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Ouverture de la réunion.</li> <li>Election du Bureau.</li> <li>Adoption de l'ordre du jour.</li> <li>Organisation des travaux.</li> <li>Rapport sur la vérification des pouvoirs des représentants à la douzième réunion de la Conférence des Parties.</li> <li>Questions en suspens.</li> <li>Date et lieu de la treizième réunion de la Conférence des Parties.</li> </ol> <p>II. RAPPORTS</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Rapports des réunions intersessions et des réunions préparatoires régionales.</li> <li>Rapport du Secrétaire exécutif sur l'administration de la Convention et le budget des Fonds d'affectation spéciale de la Convention.</li> <li>Statut du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.</li> </ol> <p>III. LE PLAN STRATÉGIQUE 2011-2020 POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET LES OBJECTIFS D'AICHI POUR LA BIODIVERSITÉ : EXAMEN DES PROGRÈS ACCOMPLIS ET RENFORCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Quatrième édition des Perspectives mondiales de la diversité biologique (Lancement)</li> </ol>	
<p><b>Lundi</b> <b>6 octobre</b> 15h – 18h</p>	<p><b>GROUPE DE TRAVAIL I</b></p> <p>III. LE PLAN STRATÉGIQUE 2011-2020 POUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET LES OBJECTIFS D'AICHI POUR LA BIODIVERSITÉ: EXAMEN DES PROGRÈS ACCOMPLIS ET RENFORCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE (<i>suite</i>)</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Examen à mi-parcours des progrès accomplis en vue d'atteindre les buts du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et d'autres actions pour renforcer les progrès accomplis</li> <li>Examen des progrès accomplis dans l'appui fourni aux Parties pour réaliser les objectifs de la Convention et le Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, et améliorer le renforcement des capacités, la coopération technique et scientifique et d'autres initiatives pour faciliter la mise en œuvre</li> </ol>	<p><b>GROUPE DE TRAVAIL II</b></p> <p>IV. AUTRES POINTS RÉSULTANT DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CONVENTION</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>L'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention</li> <li>La responsabilité et la réparation</li> </ol>

<b>Mardi</b> <b>7 octobre</b> 10h – 13h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> 14. Mobilisation des ressources 15. Mécanisme de financement	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> 21. Diversité biologique marine et côtière 22. Espèces exotiques envahissantes
<i>Mardi</i> <i>7 octobre</i> 15h – 18h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> 16. La diversité biologique et le développement durable 17. Intégrer les considérations relatives à l'égalité entre les sexes	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> 23. La Stratégie mondiale pour la conservation des plantes 24. Nouvelles questions : la biologie synthétique 25. La diversité biologique et les changements climatiques
<b>Mercredi</b> <b>8 octobre</b> 10h - 13h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> V. FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION 30. Améliorer l'efficacité des structures et des processus, et retrait des décisions	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> 26. Conservation et restauration des écosystèmes 27. Utilisation durable de la diversité biologique : viande de brousse et gestion durable de la faune sauvage 28. Biocarburants et diversité biologique
<i>Mercredi</i> <i>8 octobre</i> 15h - 18h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> 31. Programme de travail pluriannuel de la Conférence des Parties jusqu'en 2020	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> 29. Coopération avec d'autres conventions et organisations internationales, et engagement des parties prenantes, y compris des entreprises
<b>Jeudi</b> <b>9 octobre</b> 10h – 13h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> (Questions en suspens)	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> (Questions en suspens)
<i>Jeudi</i> <i>9 octobre</i> 15h – 18h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> (Questions en suspens)	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> (Questions en suspens)
<b>Vendredi</b> <b>10 octobre</b> 10h – 13h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> (Questions en suspens)	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> (Questions en suspens)
<i>Vendredi</i> <i>10 octobre</i> 15h - 18h	<b>PLÉNIÈRE (Douzième réunion de la Conférence des Parties)</b> Séance de dialogue Examen de l'état d'avancement des travaux 18. Accès et partage des avantages* Adoption de décisions sur la base des projets de décisions approuvés par les groupes de travail	

\* D'autres informations sur les débats prévus au titre de ce point figurent dans l'ordre du jour provisoire annoté de la douzième réunion de la Conférence des Parties, voir le document UNEP/CBD/COP/12/1Add.1/Rev.1.

<p><b>Lundi</b> <b>13 octobre</b> 10h – 13h</p>	<p><b>PLÉNIÈRE (Première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya)</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Ouverture de la réunion.</li> <li>2. Adoption de l'ordre du jour.</li> <li>3. Adoption du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.</li> <li>4. Questions d'organisation : (4.1. Election du Bureau; 4.2. Organisation des travaux)</li> <li>5. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.</li> <li>6. Rapport du Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation.</li> <li>15. Budget-programme pour l'exercice biennal suivant l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya.</li> <li>20. Date et lieu de la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.</li> <li>7. Echange d'informations et points de vue sur l'état d'avancement de la ratification et de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.</li> </ol>	
<p><b>Lundi</b> <b>13 octobre</b> 15h – 18h</p>	<p><b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> <i>Points au titre du Protocole de Nagoya:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>8. Le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et le partage d'information (Article 14)</li> <li>9. Suivi et établissement des rapports (Article 29)</li> </ol>	<p><b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> <i>Points au titre du Protocole de Nagoya:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>10. Procédures et mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole de Nagoya et à traiter les cas de non-respect (Article 30)</li> <li>11. Clauses contractuelles types, codes de conduite volontaires, lignes directrices et bonnes pratiques et/ou normes (Article 19 and 20)</li> <li>19. Nécessité et modalités d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages (Article 10)</li> </ol>
<p><b>Mardi</b> <b>14 octobre</b> 10h – 13h</p>	<p><b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> <i>Points au titre du Protocole de Nagoya:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>12. Orientations au mécanisme de financement (Article 25)</li> <li>13. Orientations sur la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre au Protocole de Nagoya</li> <li>16. Améliorer l'efficacité des structures et des processus au titre de la Convention et de ses Protocoles</li> <li>17. Mesures d'appui à la création et au développement de capacités, et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition (Article 22)</li> <li>18. Mesures de sensibilisation du public à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques (Article 21)</li> </ol>	<p><b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> <i>Points au titre du Protocole de Nagoya:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>14. Coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives internationales</li> </ol>
<p><b>Mardi</b> <b>14 octobre</b> 15h – 18h</p>	<p><b>PLÉNIÈRE: Séance conjointe de la COP et de la COP-MOP du Protocole de Nagoya</b> Examen de l'état d'avancement des travaux des groupes de travail et du groupe de contact sur le budget Point au titre de la Convention : 30. Budget du programme de travail pour l'exercice biennal 2015-2016</p>	

Point au titre du Protocole : 15. Budget-programme pour l'exercice biennal suivant l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya (suivi des groupes de travail)		
Mardi 14 octobre 15h – 18h (suite)	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> (Questions en suspens : points au titre de la Convention et/ou du Protocole de Nagoya, le cas échéant)	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> (Questions en suspens : points au titre de la Convention et/ou du Protocole de Nagoya, le cas échéant)
Mercredi 15 octobre 10h - 13h	<b>Séance d'ouverture du débat de haut niveau</b> (aucune séance de la COP, de la COP-MOP, ou des groupes de travail)	
Mercredi 15 octobre 15h – 18h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> (Questions en suspens : points au titre de la Convention et/ou du Protocole de Nagoya, le cas échéant)	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> (Questions en suspens : points au titre de la Convention et/ou du Protocole de Nagoya, le cas échéant)
Jeudi 16 octobre 10h – 13h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> (Questions en suspens : points au titre de la Convention et/ou du Protocole de Nagoya, le cas échéant)	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> (Questions en suspens : points au titre de la Convention et/ou du Protocole de Nagoya, le cas échéant)
Jeudi 16 octobre 15h – 18h	<b>GROUPE DE TRAVAIL I</b> (Questions en suspens : points au titre de la Convention et/ou du Protocole de Nagoya, le cas échéant)	<b>GROUPE DE TRAVAIL II</b> (Questions en suspens : points au titre de la Convention et/ou du Protocole de Nagoya, le cas échéant)
Vendredi 17 octobre 10h - 13h	<b>PLÉNIÈRE (Première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya)</b> Adoption de décisions sur la base des projets de décisions approuvés par les groupes de travail 21. Questions diverses 22. Adoption du rapport 23. Clôture de la réunion	
Vendredi 17 octobre 15h - 18h	<b>PLÉNIÈRE (Douzième réunion de la Conférence des Parties)</b> VI. QUESTIONS FINALES Adoption de décisions sur la base des projets de décisions approuvés par les groupes de travail 33. Questions diverses 34. Adoption du rapport 35. Clôture de la réunion	



### *Annexe III*

## **PLAN POUR L'ORGANISATION SIMULTANÉE DE LA DOUZIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES ET DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE NAGOYA**

1. La présente annexe contient un plan pour l'organisation simultanée de la douzième réunion de la Conférence des Parties et la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, élaboré en réponse à la demande faite par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention au paragraphe 1a) de sa recommandation 5/2.

### ***Informations générales***

2. A sa onzième réunion, au titre du point de l'ordre du jour relatif au fonctionnement de la Convention, la Conférence des Parties a prié le Secrétaire exécutif le Secrétaire exécutif d'élaborer, en consultation avec le Bureau, une proposition sur l'amélioration de l'efficacité des structures et des processus de la Convention et de ses deux protocoles, y compris la périodicité des réunions jusqu'en 2020, l'organisation des travaux intersessions et l'organisation des réunions de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties aux deux protocoles, pour examen par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention à sa cinquième réunion (Pour la proposition du Secrétaire exécutif, voir UNEP/CBD/WGRI/5/12)
3. L'article 29 du Protocole de Cartagena et l'article 26 du Protocole de Nagoya prévoient que la Conférence des Parties siège en tant que réunion des Parties à ces protocoles. Ils prévoient également que les réunions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole se tiendront en même temps que les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement.
4. Une intégration étroite de la gouvernance de la Convention et de ses protocoles encouragerait les synergies et augmenterait l'efficacité tant au niveau des besoins financiers qu'au niveau des considérations de fond. Elle pourrait contribuer à une réduction des coûts des budgets de base et à des programmes plus circonscrits, éviter le double emploi et permettre au Parties de traiter les questions intersectorielles de manière plus cohérente et coordonnée. Ces questions comprennent les questions budgétaires, institutionnelles, d'organisation, l'élaboration des programmes pluriannuels et les centres d'échange.
5. En tant que l'un des trois objectifs de la Convention et abordée à l'article 15 de celle-ci, la question de l'accès et du partage des avantages fait partie intégrante de la Convention et il est donc important qu'elle continue à être abordée en tant que telle par la Conférence des Parties, même après l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya.

### ***Examen des options pour l'organisation simultanée des réunions, effectué par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention***

6. Trois options pour l'organisation simultanée des réunions des organes directeurs de la Convention et des protocoles ont été présentées dans le document UNEP/CBD/WGRI/5/12 :

**Option 1 :** La Conférence des Parties siégerait littéralement en tant que réunion des Parties au Protocole. Un seul ordre du jour couvrirait les points ayant trait à la Convention et au Protocole. Il ne serait pas nécessaire d'avoir une réunion distincte de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. Toutes les questions (Convention et Protocole) seraient traitées par des groupes de travail communs constitués par la CdP.

**Option 2 :** Des réunions distinctes de la CdP et de la CdP siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole seraient officiellement inaugurées et adopteraient leurs ordres du jour respectifs. La CdP créerait deux groupes de travail qui seraient approuvés par la CdP-RdP. Chaque organe confierait aux groupes de travail des points de l'ordre du jour à examiner.

(Dans le cas des options 1 et 2, toutes les questions, au titre de la Convention et au titre du Protocole, seraient examinées par des groupes de travail communs à l'exception de la question du budget, qui serait élaboré par un comité du budget mixte, ainsi que les questions qui sont examinées en plénière.)

**Option 3 :** Les travaux de la CdP et ceux de la CdP-RdP auraient lieu séparément (sauf pour ce qui est de la question du budget et des orientations au mécanisme de financement), comme il est le cas pour le Protocole de Cartagena.

7. Au paragraphe 1 a) de la recommandation 5/2 adoptée à sa cinquième réunion, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention a prié le Secrétaire exécutif d'élaborer un plan pour l'organisation simultanée de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya et de la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, recensant notamment des points spécifiques de l'ordre du jour de la Convention et du Protocole qui peuvent bénéficier d'un examen conjoint ou à proximité immédiate l'un de l'autre, en consultation avec les bureaux de la Conférence des Parties et du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya.

***Conséquences de l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya pour l'organisation simultanée de la douzième réunion de la Conférence des parties et de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya***

8. L'article 33 du Protocole de Nagoya dispose que le Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par les États ou les organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties à la Convention. Le nombre requis d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion a été reçu par le dépositaire le 14 juillet 2014. Le Protocole de Nagoya entrera donc en vigueur le dimanche 12 octobre 2014, pendant la douzième réunion de la Conférence des Parties.
9. Le paragraphe 6 de l'article 26 du Protocole de Nagoya dispose que la première réunion de la Conférence des Parties à la Convention siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole est convoquée par le Secrétariat et tenue concurremment avec la première réunion de la Conférence des Parties qui se tiendra après la date d'entrée en vigueur du Protocole. Le fait que la douzième réunion de la Conférence des Parties se poursuivra cinq jours après la date d'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya permet à la réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole d'être tenue simultanément.
10. Par conséquent des dispositions ont été prises en vue de tenir la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya du 13 au 17 octobre 2014.

***Dispositions proposées pour l'organisation simultanée de la douzième réunion de la Conférence des Parties et de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya***

11. Les dispositions proposées pour l'organisation simultanée de la douzième réunion de la Conférence des Parties et de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya diffèrent légèrement de l'option 2 présentée dans le document UNEP/CBD/WGRI/5/12 (voir paragraphe 6 ci-dessus). L'Organisation des travaux proposée pour la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention et la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya tient compte des contraintes de temps spécifiques dues à la date d'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya et ne préjuge pas de la forme des futures réunions simultanées de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya.
12. Selon l'option 2, des réunions distinctes de la CdP et de la CdP siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole sont officiellement inaugurées et adoptent leurs ordres du jour respectifs. La CdP crée deux groupes de travail qui sont approuvés par la CdP-RdP.

13. Le président en exercice de la Conférence des Parties (le président de la dernière réunion de la Conférence des Parties) ouvrira la réunion le lundi 6 octobre. La Conférence des Parties abordera le point 1 de l'ordre du jour ainsi que des questions de procédure au titre du point 2, notamment l'élection du président. La Conférence des Parties adoptera l'ordre du jour et décidera de l'organisation des travaux. . Conformément à la pratique établie pour les réunions précédentes, elle devrait créer deux groupes de travail chargés d'examiner tous les points, sauf ceux qui seront examinés en plénière, ainsi qu'un comité du budget. Les groupes de travail commenceront leurs travaux dans l'après-midi du lundi 6 octobre 2014 et devraient achever leur première lecture des projets de décision respectifs avant le vendredi 10 octobre 2014 au plus tard.
14. La Conférence des Parties pourrait souhaiter envisager de confier les travaux restants décrits dans les recommandations du Comité intergouvernemental, en particulier sur les procédures et les mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect (article 30), à un groupe de contact afin de faire progresser les travaux sur cette question avant la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Par la suite, la Conférence de Parties transmettrait les résultats de ces travaux à la CdP-RdP.
15. La réunion de la CdP-RdP au Protocole de Nagoya sera ouverte le 13 octobre. Le président de la CdP-RdP sera élu parmi les membres du Bureau, représentant les pays qui ont ratifié le Protocole. La CdP-RdP sera saisie de questions de procédure, notamment l'adoption de l'ordre du jour et l'organisation des travaux. Il est proposé que la CdP-RdP approuve les groupes de travail et le comité du budget constitués par la Conférence des Parties et renvoie des points inscrits à son ordre du jour aux groupes de travail, selon qu'il convient.
16. Les Etats qui ne sont pas Parties au Protocole seraient présents à l'examen des points relatifs au Protocole en qualité d'observateurs. Des mesures seraient prises pour distinguer les Parties des non-Parties afin de faciliter la tâche du président.
17. Afin de faire en sorte que les points au titre de la Convention et du Protocole soient examinés dans la mesure du possible à proximité immédiate, il est suggéré que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya renvoie les questions de fond inscrites à son ordre du jour aux mêmes groupes de travail que ceux qui seront constitués par la Conférence des Parties. Hormis certains points précisés dans l'ordre du jour annoté de chaque réunion, les questions inscrites aux ordres du jour de la Convention et du Protocole de Nagoya seraient abordées par les deux groupes de travail. Les questions de la Convention et du Protocole qui sont de nature semblable seraient abordées par le même groupe de travail. Cependant, étant donné que la réunion de la Conférence des Parties aura probablement achevé sa première lecture des projets de décision avant le 13 octobre 2014, la possibilité d'examen des points au titre de la Convention et du Protocole à proximité immédiate demandé par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention sera limitée.
18. Afin de faire progresser autant que possible les travaux du Protocole, il est suggéré de consacrer les séances des groupes de travail de l'après-midi du lundi 13 octobre et du matin du mardi 14 octobre aux questions à examiner au titre du Protocole. Il est prévu que, bien qu'il ne soit pas possible de tenir la première lecture des projets de décision à proximité immédiate, une fois que les textes du président reflétant la première lecture auront été élaborés en tant que documents de séance (document de séance) pour les points au titre de la Convention et du Protocole, l'examen de ces documents de séance sera effectué autant que possible à proximité immédiate. L'examen d'un document de séance par les Parties au Protocole suivrait immédiatement l'examen d'un document de séance sur un sujet connexe par les Parties à la Convention dans le groupe de travail respectif.
19. La Conférence des Parties se réunirait à nouveau en séance plénière formelle, selon qu'il conviendrait. De même, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole se réunirait à nouveau en séance plénière officielle, selon qu'il conviendrait. Des séances informelles mixtes pourraient également être organisées. Une séance plénière informelle mixte de la CdP et de la Cdp-RdP se réunirait une heure après la fin de la première lecture des points au titre de la Convention et du Protocole afin d'en faire le bilan.

20. Une fois leurs travaux terminés, les groupes de travail présenteraient une série de projets de décision à la CdP et une autre série à la CdP-RdP.
  21. La CdP-RdP se réunirait en séance informelle pour examiner et adopter les projets de décision et conclure toute question de procédure. La réunion de la CdP-RdP serait alors déclarée close. La CdP reprendrait alors ses travaux en séance plénière officielle en vue d'examiner et adopter les projets de décision présentés par les groupes de travail, ainsi que les recommandations de la CdP-RdP. La Conférence des Parties serait ensuite déclarée close.
-